



Enseignement supérieur et recherche :

Quelques questions de campagne



Dans ce diaporama un ensemble de fiches concernant l'enseignement supérieur et la recherche, qui ont pour but d'éclairer sur la situation de ce secteur après 5 années de Sarkozy, sur les propositions faites par François Hollande, ainsi que sur un ensemble de questions à débattre, en particulier dans le cadre des Assises nationales promises par le candidat socialiste.

Ce document n'a pas, loin s'en faut, vocation à être exhaustif. Par exemple, ne sont pas traités ici des thèmes aussi importants que : la question des relations entre universités et les régions, les questions d'innovation et de valorisation, ou bien encore le rôle et la place des scientifiques dans la société. En fonction des disponibilités des rédacteurs, ce document pourra être complété.

Important : Ce diaporama, réalisé par plusieurs personnes soutenant la candidature de François Hollande, ne doit pas pour autant être considéré comme un document officiel émanant du comité de campagne du candidat. Version 1 , 5 mars 2012



L'enseignement supérieur et la recherche Une priorité?



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Des promesses financières mirobolantes non tenues, et des universités financièrement asphyxiées.
- Un immobilier universitaire dégradé; des bombes à retardement avec le choix du tout partenariat public-privé pour l'opération campus.
- Près de 50% des étudiants en échec dans les 1ers cycles. Des conditions de vie étudiante dégradées, leur santé en danger.
- Une réforme de la formation des maîtres calamiteuse
- En dix ans, un effort de recherche qui ne décolle pas de 2,25% du PIB
- Une recherche publique civile en baisse : CNRS , 12% de baisse
- Une recherche privée qui stagne versus le PIB, malgré l'explosion du Crédit impôt recherche (multiplié par cinq en cinq ans)
- Un mille-feuille institutionnel qui déstabilise toute l'organisation de la recherche
- Une situation des jeunes chercheurs qui se dégrade, avec un développement de la précarité dans la tranche d'âge 30-40 ans
- Un financement tout-projet qui limite la vision à long terme
- Un système d'évaluation largement décrié
- ... bilan malheureusement non exhaustif!!

Ce que fera François Hollande

C'est l'objectif de ce diaporama de l'expliquer!

Lors de son discours de Nancy, François Hollande a repris un ensemble de propositions, articulées autour de trois priorités :

« Le premier objectif concerne la réussite des étudiants et la réforme des premiers cycles. »

« Restaurer la confiance avec les enseignants-chercheurs et les chercheurs. »

« La troisième priorité que je fixe au pays concerne la place des chercheurs »

Une partie des propositions sont déjà formulées; d'autres le seront après un large débat avec toute la communauté concernée, en particulier au cours **d'Assises Nationales**, qui seront organisées lors des premiers mois du nouveau gouvernement



Condition étudiante

Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Des conditions de vie des étudiants qui ne cessent de se dégrader : alors que près de 20% n'ont pas de complémentaire santé et que plus d'un tiers renonce à se soigner, le gouvernement décide le doublement de la taxe sur les complémentaires, y compris étudiantes.
- Des étudiants de plus en plus, contraints de travailler parallèlement à leurs études (en particulier dans les milieux sociaux défavorisés); une précarité qui augmente, des inégalités qui s'accroissent : une corrélation étroite entre ce travail, qui s'allonge en termes de durée hebdomadaire, et l'échec à l'université.

Débattons :

Sur comment favoriser d'une façon très générale la vie étudiante, en priorisant le logement étudiant, la restauration universitaire, les bibliothèques, le sport et la culture.



Ce que fera François Hollande

La réforme pédagogique doit s'accompagner d'un plan national pour la vie étudiante :

Un programme de 40 000 nouveaux logements étudiants sur cinq ans, sera lancé auquel s'ajouteront les logements sociaux auxquels les étudiants devront avoir accès.

Je propose le renforcement et la simplification du système de caution solidaire de telle sorte qu'il soit efficace.

J'ouvrirai une concertation pour l'extension du chèque santé que certains départements ont déjà mis en place.

Je proposerai la création d'une allocation d'études supérieures et de formation sous condition de ressources, dont la montée en puissance devra conduire, par la remise à plat des aides existantes, à construire un parcours d'autonomie permettant aux étudiants issus de milieux modestes de se consacrer à leurs études dans le cadre d'un contrat de réussite qui les engagera.



Echec à l'université

Ce que laisse Nicolas Sarkozy

Près de 50 % des étudiants sont en échec dans les premiers cycles universitaires et 90 % pour ceux issus des bacs professionnels. Un Plan licence cosmétique, parachuté d'en haut, et qui a été lui-même épinglé par la cour des comptes quant "aux conditions hâtives dans lesquelles les crédits ont été alloués" et aux "modalités sommaires qui ont présidé au suivi de leur emploi".

Débattons

- Sur l'organisation de l'enseignement en licence pour éviter le taux d'échec actuel. Mettre en place une vraie réflexion sur la mise en commun des bonnes pratiques en premier cycle, en prenant en compte le point de vue social (réflexion à la fois pédagogique et sociologique)
- Sur la façon de favoriser un parcours personnalisé pour l'étudiant, de faciliter les passerelles.
- Faut-il revoir l'encadrement tatillon des diplômés par le ministère (DGESIP et AERES) ?
- Comment concilier le libre accès des bacheliers à l'enseignement supérieur et une bonne orientation.

Ce que fera François Hollande



« Je décrète la mobilisation générale pour les premiers cycles universitaires.

Une des premières causes de l'échec, c'est l'absence d'orientation positive et sérieuse. Je veux la création d'un service public de l'orientation territorialisé. Ce service devra être unifié du secondaire au supérieur. Dans les universités, nous donnerons aux bureaux d'insertion professionnelle de vraies compétences et des moyens. Les régions sont prêtes à s'engager à nos côtés pour relever ce défi. Il est essentiel. Je veux que ces bureaux aient pour mission de permettre un rapprochement entre le monde de l'université et celui du travail. Ils devront avoir pour objectif d'offrir à tout étudiant une expérience dans le monde du travail à l'intérieur de son cursus de licence et de préparer à l'insertion professionnelle. »

«Nous instaurerons des spécialisations plus progressives dans les parcours de licence, et nous organiserons les passerelles entre les différentes formations du supérieur. La première année sera revue en priorité car c'est à son niveau que se joue l'essentiel des décrochages. Je ferai réserver aux lycéens des enseignements professionnels et technologiques des places dans les STS et les IUT. »



Formation des maîtres

Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Une formation des maîtres dévastée par la quasi-disparition de la formation professionnelle. De nouveaux enseignants dont certains sont placés devant les élèves sans aucune préparation
- Un recul de la diversité sociale, par la suppression sans compensation du financement de la cinquième année d'étude
- Une paupérisation des enseignants, par la suppression de cette première année de salaire, non compensée par une prétendue revalorisation
- Une chute sans précédent des candidatures, qui ne permet même plus de remplacer un départ en retraite sur deux dans certaines disciplines, et qui montre l'opinion des étudiants sur le nouveau cursus
- Une réforme décidée à la hâte pour des raisons idéologiques, appliquée sans discernement, et dont l'échec est reconnu par tous, de l'Assemblée Nationale à la Cour des Comptes en passant par Sarkozy lui-même

Débattons :

Ce que fera François Hollande



« Les universités auront la responsabilité de cette formation (des enseignants). Les actuels IUFM se transformeront en Écoles supérieures du professorat et de l'éducation. Je souhaite que tous les professeurs, quels que soient leurs niveaux de recrutement, qu'ils se destinent à enseigner en maternelle ou qu'ils se destinent à être à l'université, partagent un moment de formation commun dans ces Écoles supérieures. C'est cela, la République ! (...) L'année de stages sera donc rétablie »

« J'ouvrirai des pré-recrutements, en particulier pour ceux qui se destineront aux carrières de l'enseignement à travers les Ecoles supérieures du Professorat et de l'éducation que nous créeront dans le cadre des Universités »

- A quel niveau, et sous quelle forme, mettre en place la sélection des futurs enseignants (concours)
- Comment conjuguer la formation disciplinaire et la formation professionnelle, toutes deux indispensables?
- Comment assurer en licence une vraie formation pluridisciplinaire aux futurs professeurs des écoles?
- comment mettre en place les pré-recrutements? Sous quelle forme? A quel niveau? Il y a urgence si on veut commencer dès l'an prochain.



Accueil des étudiants étrangers



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

La France accueille mal les étudiants étrangers, toujours en proie à des tracasseries administratives, variables d'ailleurs en fonctions des préfectures

La situation s'est encore dégradée depuis un an avec la « circulaire Guéant », datée du 31 mai 2011, qui vise explicitement à diminuer le nombre de diplômés pouvant rester travailler en France après leurs études, alors même que des entreprises souhaitent les embaucher.

Alors que Valérie Pécresse, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, avait pour objectif d'accueillir davantage d'étudiants étrangers en master et en doctorat, comment peut-on imaginer attirer des étudiants et des chercheurs si la possibilité d'acquérir une première expérience en France leur est d'ores et déjà fermée ?

Ce que fera François Hollande

« Si notre nombre de thèses ne baisse pas, c'est en raison de l'apport des étudiants étrangers. Ils représentent 40% des doctorants. On a vu comment ils ont été traités. C'est pourquoi, je le redis, nous abrogerons définitivement le circulaire "Guéant". Si cela est nécessaire, nous légiférerons sur les conditions d'accueil, de séjour et de première insertion professionnelle des étudiants et des chercheurs étrangers pour sortir de l'insécurité juridique, financière, sociale et professionnelle où ils se trouvent aujourd'hui trop souvent. »

Débattons :

- Comment renforcer l'accueil des étudiants étrangers, qui ouvrent à la culture internationale et développent un maillage durable entre notre pays et le reste du monde utile à la coopération internationale et au développement des échanges économiques, culturels, politiques.
- Comment mettre en place des aides pour des étudiants étrangers de haut niveau (du type "summer research grants", pour lesquels il existe une forte demande)

Autonomie des universités



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Une gouvernance hypercentralisée, où les logiques managériales mettent à mal la collégialité nécessaire pour une université moderne.
- Des promesses financières mirobolantes non tenues, et des universités financièrement asphyxiées.
- Une mise en concurrence généralisée, là où les coopérations et les mises en synergie devraient être favorisées.
- Des universités noyées dans un mille-feuille institutionnel. Bien loin, comme annoncé, de simplifier le paysage, les années Sarkozy seront marquées par sa complexification.
- Des effets d'annonce sur le plan campus, mais peu de réalisations concrètes.

Ce que fera François Hollande



« La loi LRU devra être réformée. Nous la remplacerons par une loi-cadre, et nous ferons précéder cette loi d'Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche pour que le dialogue, l'écoute, le respect, la considération retrouvent leur droit. »

Il ne s'agit pas de revenir sur le principe d'autonomie. C'est un principe porté par la gauche depuis longtemps. Il s'agit de revenir sur la façon dont elle a été mise en oeuvre.

« Nous savons dans quelle direction il nous faut avancer : celle d'une gouvernance plus collégiale et plus démocratique, qui permette le respect des libertés académiques, et celle de financements qui ne conduisent pas à accroître les disparités, à rogner sur les enseignements, à placer certaines universités sous tutelle. »

Débattons

- Faut-il une réforme du mode d'élection des exécutifs universitaires?
- Quelle réforme de la gouvernance des universités?
- Qui doit gérer les bâtiments? Quelles modalités de financement?
- Quel contenu précis voulons nous donner au mot autonomie?
- Doit-on clairement distinguer les décisions académiques (formation, recherche, recrutement des personnels universitaires), du ressort des universitaires, et les décisions plus administratives, qui concerne l'ensemble du CA?
- ...



Organismes de recherche



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Des organismes dont le rôle a été remis en cause durant le quinquennat, et qui en sortent affaiblis, structurellement et financièrement
- Une indépendance mise à mal par le pouvoir politique. Une méfiance récurrente de ce dernier qui va jusqu'à ôter des prérogatives d'évaluation scientifique au CNRS (au niveau de son nouveau décret)
- Un mille-feuille institutionnel qui rend la structuration de la recherche française particulièrement illisible.
- Des moyens largement insuffisants pour conjuguer politique de recherche ambitieuse et implication dans les grands programmes internationaux (-12% encore au CNRS cette année)
- Un affaiblissement des structures de base de la recherche que sont les unités Mixtes de Recherche, privés des soutiens de base (qui permettent de construire une politique), et contraints à courir après les contrats.

Ce que fera François Hollande

« Il va nous falloir aussi simplifier le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche, devenu illisible par l'accumulation de nouvelles structures »

« Les organismes nationaux retrouveront un rôle de pilotage scientifique national et d'appui à la recherche conduite dans les universités »

« Nous réaffirmerons la place de l'unité mixte de recherche comme élément structurant de la recherche universitaire, en rééquilibrant les soutiens de base, les crédits récurrents, et les crédits sur projets. Il faut que les équipes puissent se projeter sur le moyen et long terme. »

« Cela conduira à recentrer les missions de l'Agence nationale de la recherche sur les priorités nationales, les projets émergents et les projets interdisciplinaires. Les grands organismes doivent être associés, définir les priorités, effectuer la programmation et retrouver des moyens. »

Débattons

- Comment rétablir un esprit de coopération et de solidarité dans la recherche ?
- En plus de celles proposées, quelles mesures pour débureaucratiser et simplifier le système ?
- Comment concilier la politique nationale des organismes et celle plus territoriale des universités ?
- Comment créer des thématiques transversales dans les organismes ou entre les organismes ?
- Quelle part minimale de financement par les tutelles vous semble nécessaire ?

Jeunes chercheurs Emploi scientifique



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

Une situation qui ne cesse de se dégrader :

- Disparité, faiblesse et insuffisance des financements de thèse.
- débouchés privés insuffisants
- création d'emplois scientifiques publics en baisse
- Augmentation des situations précaires dans la tranche d'âge 30-40 ans, en particulier à travers les CDD financés par l'ANR

Débattons

- En particulier sur la façon de limiter la forte dérive actuelle vers la précarité. Attirer des jeunes vers l'enseignement supérieur et la recherche, c'est aussi leur proposer une visibilité de carrières stables
- Egalement sur la façon de valoriser la formation doctorale auprès des entreprises
- Sur la place à promouvoir pour les jeunes techniciens et ingénieurs dans le cadre de l'ESR

Ce que fera François Hollande



« Nous donnerons au doctorat des garanties nationales, scientifiques et sociales. Le doctorat doit rester un diplôme national et unique ; la place des écoles doctorales doit être réaffirmée et confortée ; mais surtout nous devons nous fixer comme objectif que tout doctorant doit avoir une thèse financée avec un contrat de travail, donc une protection sociale, et que cela doit compter pour ses annuités de retraite. La mobilisation générale dont nous avons besoin doit s'appuyer sur des logiques de coopération et de solidarité. Des bonifications doivent être envisagées pour les Universités qui augmentent leur nombre de contrats doctoraux. »

« Mais la question des débouchés pour nos docteurs reste très préoccupante. Nous devons faire reconnaître le doctorat dans les conditions d'accès aux concours de la fonction publique, qu'elle soit d'Etat ou territoriale. De la même façon, pour ce qui concerne le secteur privé, nous inciterons les partenaires sociaux à la reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives, au moins à sa valorisation dans les branches. Le principe en est acquis, mais la mise en oeuvre ne s'est pas faite. »

« J'affecterai 5000 des 60000 postes prévus pour l'éducation nationale à un plan de recrutement et de résorption de la précarité »



Initiatives d'excellence Grand emprunt



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Des intérêts du Grand emprunt (Idex, Labex, etc.) qui sont prélevés sur les crédits budgétaires des organismes et des universités, comme Sarkozy l'avait annoncé.
- Une procédure qui crée des déserts scientifiques (le Nord, l'Ouest, le Centre) sans donner aux gagnants des moyens d'un niveau international.
- Pour les Idex, la création d'un « périmètre d'excellence », parfois très restreint, et une « gouvernance » qui dépossède les instances légitimes, accroît le dédale des structures et déstabilise systématiquement les UMR.
- Par la composition des jurys et les pressions faites sur ceux-ci, c'est en fait le pouvoir politique qui a choisi.
- Les organismes sont embarqués de force dans le processus. Dans un contexte de baisse de crédits et de postes, ils sont obligés de surfinancer les « EX », limitant par là la mise en œuvre d'une politique scientifique.

Ce que fera François Hollande

**Les investissements d'avenir ont aggravé les disparités et les déséquilibres.
Il ne peut s'agir de remettre en cause le travail considérable accompli par les équipes, ni de renier la parole de l'Etat.
Mais nous devons corriger ces inégalités territoriales et veiller à ce que ne se constituent pas des déserts universitaires et scientifiques.
Une logique de coopération devra se substituer à une logique de compétition. »**

Débattons

- Comment redonner un cadre de stabilité, construit autour des UMR, des universités et des organismes
- Repenser la pertinence, les périmètres, les modalités de gouvernance, et l'évaluation de ces nouvelles structures en « Ex »



Crédit Impôt Recherche



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Le Crédit Impôt Recherche (CIR) a triplé depuis 2007, les dépenses de recherches des entreprises ont stagné versus le PIB.
- Trop d'effets d'aubaine ont joué pour les grandes entreprises. Le rapport Carrez, député UMP, a montré que bénéficiant pour 80% désormais aux grands groupes.
- Plusieurs pays (Corée, Finlande, Japon) ont un effort de recherche industrielle proportionnellement double du nôtre, avec un beaucoup plus faible CIR.

Ce que fera François Hollande

La question de la recherche privée doit également nous préoccuper.. Nous réformerons le CIR en le recentrant sur les entreprises qui en font le meilleur usage. La contractualisation avec des laboratoires publics fera partie des objectifs que nous nous fixerons, pour encourager la collaboration du privé et du public, faciliter les transferts, l'innovation, la valorisation. Je veux favoriser la recherche fondamentale, la grande sacrifiée de ces dernières années : elle doit trouver enfin des ressources nouvelles importantes. De même, nous renforcerons l'incitation à embaucher des docteurs dans l'assiette du CIR.

Débattons

- De la part respective, dans le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, des sommes nécessaires pour un service public de qualité, et des incitations fiscales aux entreprises.
- De la façon de limiter fortement les effets d'aubaines dans le CIR, pour amplifier le soutien là où il est utile
- De la façon d'accroître l'embauche des docteurs dans les entreprises qui postulent au CIR



Financement de la recherche ANR



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Un financement de l'ANR, récupéré sur le budget des organismes, pour financer des projets à court terme.
- Des choix thématiques, qui ne sont pas débattus de façon transparente, mais sont à la discrétion du pouvoir politique.
- Des procédures d'évaluation et de sélection qui ne laissent aucune place à des représentants choisis (élus) par la communauté scientifique.
- Un dispositif au coût (préparation, évaluation, gestion des dossiers) très élevé.
- Création de 15000 CDD, la plupart sans avenir, alors que le nombre d'emplois décroît.

Ce que fera François Hollande

« Cela conduira à recentrer les missions de l'Agence nationale de la recherche sur les priorités nationales, les projets émergents et les projets interdisciplinaires. Les grands organismes doivent être associés, définir les priorités, effectuer la programmation et retrouver des moyens. »

Débattons

- Du poids relatif souhaitable des soutiens de base et des financement sur projet dans la recherche publique.
- Des lieux et des modalités de la programmation scientifique, et de la façon pour que la communauté scientifique y soit correctement représentée.
- Du périmètre précis d'une agence nationale de financement, de ses compétences.
- De la dérive observée sur la précarisation des jeunes, pour laquelle l'action de l'ANR porte une responsabilité.



Evaluation des établissements, de la recherche et des enseignements. AERES



Ce que laisse Nicolas Sarkozy

- Une évaluation-sanction plutôt qu'une évaluation qui permette de progresser
- Une disjonction entre l'évaluation des acteurs de la recherche et de leurs structures
- Une évaluation qui écarte les représentants désignés par les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieurs
- Des experts qui se transforment en « experts-comptables », chargés de réduire la complexité des activités de recherche dans de simples notations, de plus en plus utilisées à des fins pour lesquelles elles n'étaient prévues.
- Une montée en puissance de pseudo professionnels de l'évaluation, et du poids de critères bibliométriques, au détriment d'une évaluation résultant d'un débat contradictoire et transparent entre experts.

Ce que fera François Hollande

« je reviendrai sur l'évaluation, et donc sur le fonctionnement de l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, trop complexe, trop opaque.
Il appartiendra à la concertation de proposer, à partir des Comités nationaux et du Conseil national des Universités, de redéfinir le rôle et les méthodes de cette agence »

Débattons :

- Quelle réforme de structure pour restaurer la confiance?
- Quel rôle donner à cette future agence de l'évaluation :
Organiser simplement les comités de visites pour ce qui est des unités de recherche?
Se contenter de travailler à la convergence des pratiques et outils d'évaluations?
Se contenter d'évaluer les structures qui ne le sont pas par ailleurs?
- Quelle place donnée à la bibliométrie? Aux notations?
- Quelle périodicité pour l'évaluation?
- Comment améliorer la prise en compte de toutes les missions des EC et des C?
- Comment améliorer l'évaluation des enseignements (maquettes). Qui doit en prendre l'initiative?